

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)

SOMMAIRE

ARTICLE N° 1 : OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

ARTICLE N° 4 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

ARTICLE N° 5 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

ARTICLE N° 7 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD

ARTICLE N° 9 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITVE

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE N° 14 : BREVETS

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

ARTICLE N° 21 : MOYENS

ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT

ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES

ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

ARTICLE N° 28 : AVANCES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2025

Passé en application de l'article n° 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- Identification fiscale n° :

- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n° :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N° 1 : OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION

Le présent Marché a pour objet « la Formation des formateurs et passation de tests de certification sur un GDS (Global Distribution System) au profit des formateurs et stagiaires de l'OFPPT ».

Tranche ferme : Formation des formateurs et passation de tests de certification sur un GDS (Global Distribution System) au profit des formateurs et stagiaires de l'OFPPT « 1^{re} Cohorte ».

1^{re} Tranche conditionnelle : Passation de tests de certification sur un GDS (Global Distribution System) au profit des stagiaires de l'OFPPT « 2^e Cohorte ».

2^e Tranche conditionnelle : Passation de tests de certification sur un GDS (Global Distribution System) au profit des stagiaires de l'OFPPT « 3^e Cohorte »

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique du titulaire,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de contradiction entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- 1- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- 2- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- 3- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
- 4- Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- 5- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 6- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 7- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
- 8- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- 9- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DH.
- 10- L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N° 4 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

A- Nature des prix :

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

B- Caractère des prix

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N° 5 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région

ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N° 7 : DELAI D'EXECUTION

Tranche ferme :

Le délai contractuel pour l'exécution de la tranche ferme du marché est fixé à **(12) Mois**. Il commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de ces prestations.

1^{re} Tranche conditionnelle : Le délai contractuel pour l'exécution de la tranche conditionnelle est fixé à **(12) mois**.

2^e Tranche conditionnelle : Le délai contractuel pour l'exécution de la tranche conditionnelle est fixé à **(12) mois**.

La 1^{re} tranche conditionnelle ne pourrait se déclencher qu'après la réception de l'ordre de service prescrivant le commencement de ces prestations.

La 2^e tranche conditionnelle ne pourrait se déclencher qu'après la réception de l'ordre de service prescrivant le commencement de ces prestations.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de renoncer à réaliser une ou plusieurs tranches conditionnelles, il notifie cette décision, par ordre de service, au titulaire.

Aucune indemnité de dédit ou d'attente n'est prévue.

ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant **total du marché**, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant total du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 9 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéants, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : cinquante-quatre mille dirhams **54 000,00 DH**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 du Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché TTC.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PARTIELLE ET DEFINITIVE

1. Réception partielle :

Les différentes prestations faisant l'objet du marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

A l'achèvement de chacune des phases relatives à chaque tranche une réception partielle est prononcée par le maître d'ouvrage après réception et validation des livrables par la commission désignée.

Cette réception sera sanctionnée par un procès-verbal de réception et validation partielle.

2. Réception définitive :

La réception définitive ne sera prononcée qu'après réception partielle de toutes les phases incombant au titulaire. Un procès-verbal de réception définitive sera établi à cet effet et signé par l'OFPPT.

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations relatives à ce marché seront réglées après réception et validation des livrables attendus, selon le tableau ci-dessous, en appliquant les prix unitaires définis par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

1. Tranche ferme

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de modules	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paielement
1.1	Formation des formateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Un planning prévisionnel de formation des formateurs • Syllabus de formation pour chacun des modules concernés : <ul style="list-style-type: none"> -Réservation des billets passages aérien sur un GDS ; -Tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission des billets passages aérien sur un GDS ; -Gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS. • Listes de présence de chaque session émise par les participants, l'animateur, et cachetées par le prestataire. 	4 modules	18 Formateurs	-	2 groupes de formateurs	Après réception des livrables attendus
1.2	Passation des tests pour la Certification des formateurs	<ul style="list-style-type: none"> -Liste des participants ayant passé le test de certification ; -Les certificats des participants ayant réussi leur 	4 modules	18 Formateurs	-	72 tests de certificatio	Après réception des

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de modules	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paielement
		test de certification dûment cachetées. Les modules concernés sont : -Réservation des billets passages aérien sur un GDS ; -Tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission des billets passages aérien sur un GDS ; -Gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS.				n	livrables attendus
1.3	Location du GDS	-Activation des licences et configuration des accès pour : 15 formateurs et 260 stagiaires (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur)	4 modules	15 Formateurs	260 stagiaires	275 Accès	après activation et exploitation des licences
1.4	Passation des tests pour la Certification des stagiaires « 1 ^{re} Cohorte »	-Liste des participants ayant passé le test de certification ; -Les certificats des participants ayant réussi leur test de certification dûment cachetées. Les modules groupés concernés par les tests de certification sont les suivants : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS.	2 modules groupés	-	260 stagiaires	520 tests de certification	Après réception des livrables attendus

2. Première Tranche conditionnelle :

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de modules	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paiement
2.1	Location du GDS	-Activation des licences et configuration des accès pour : 15 formateurs et 260 stagiaires (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur)	4 modules	15 Formateurs	260 stagiaires	275 Accès	après activation et exploitation des licences
2.2	Passation des tests pour la Certification des stagiaires « 2 ^e Cohorte »	-Liste des participants ayant passé le test de certification ; -Les certificats des participants ayant réussi leur test de certification dûment cachetées. Les modules groupés concernés par les tests de certification sont les suivants : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS ;	2 modules groupés	-	260 stagiaires	520 Test de certification	Après réception des livrables attendus

3. Deuxième Tranche conditionnelle :

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de modules	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paiement
3.1	Location du GDS	-Activation des licences et configuration des accès pour : 15 formateurs et 260 stagiaires (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur)	4 modules	15 Formateurs	260 stagiaires	275 Accès	après activation et exploitation des licences
3.2	Passation des tests pour la Certification des stagiaires « 3 ^e »	-Liste des participants ayant passé le test de certification ; -Les certificats des participants ayant réussi leur	2 modules groupés	-	260 stagiaires	520 Test de certification	Après réception des livrables

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de modules	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paiement
	Cohorte »	test de certification dûment cachetées. Les modules groupés concernés par les tests de certification sont les suivants : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS ;					attendus

ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en cinq exemplaires portant le cachet et la signature du titulaire du marché pour les prestations réalisées.

La facture relative à la phase 3 de la tranche ferme et la phase 1 des tranches conditionnelles, doit être accompagnée d'une attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plate-forme, activées par région et établissement de formation ainsi que leur période de validité.

Le prestataire doit impérativement établir une facture conformément aux dispositions de l'article 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'article 78-2 de la Loi 69-21.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenu.

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Un délai maximum de paiement des prestations réalisées, est de **120 jours** à compter de la date de la constatation du service fait ou de PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N° 14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création. En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n°151 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants ;
- Dossier administratif des sous-traitants ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage des dites prestations, par rapport au montant du marché
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations qui ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de sous-traitance sont les prestations qui portent sur l'objet du présent appel d'offre à savoir la formation des formateurs, la location du GDS et la passation des tests de certification.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 151 du décret n°2-22-431 précité.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché. En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif. Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE N° 21 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humains qualifiés, logistique, espace de formation, restauration des formateurs ; outils ...etc).

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

- 1- Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements
- 2- Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;

2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire ;

3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-EMO). Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPT, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure. Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO seront appliquées.

ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE N° 28 : AVANCES

Conformément au décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total du marché. Cette avance sera octroyée au titulaire après la notification de l'ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d'une caution personnel et solidaire du même montant, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées du titulaire du marché. Le remboursement de cette avance sera effectué par réduction sur chaque acompte d'un montant égale à 25%, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80% du montant du marché toutes taxes comprises, le solde à rembourser sera prélevé sur le décompte(n) et dernier, si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement. La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement et de remboursement de l'avance ne peuvent pas être modifiés par avenant.

LE SOUSMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	<p>Brahim E. FALAKI</p> <p>Directeur de la Recherche et de l'Ingénierie de la Formation PI</p>

Re 4

**CAHIER DES SPECIFICATIONS
TECHNIQUES
(C.P.T)**

SOMMAIRE

1. Informations générales

1.1. Contexte général

1.2. Présentation du secteur économique concerné

2. Objectifs et Modalités d'Intervention et de Suivi de l'assistance technique

2.1. Cadre

2.2. Objectifs du projet

2.3. Consistance de l'assistance technique

2.4. Résultats attendus de l'assistance technique

2.5. Cadre de l'intervention

2.6. Comité de pilotage

2.7. Comités de suivi de réception et de validation

ANNEXES

ANNEXE 1 : Bordereau des prix / Détail estimatif

ANNEXE 2 : MODELE DE CURRICULUM VITAE

ANNEXE 3 : Tableau de répartition des experts par domaine

1. Informations générales

1.1. Contexte général

La réflexion menée actuellement au niveau national porte sur l'atteinte d'un Maroc des compétences, où tous les citoyens disposent de capacités et jouissent d'un bien-être leur permettant de prendre en main leur projet de vie et de contribuer à la création de valeur. Une ambition qui ne peut être portée que par un capital humain aux capacités et aux compétences renforcées et mieux préparé pour l'avenir.

Le capital humain est le moteur de la dynamique du développement, de l'inclusion et de la réactivation de l'ascenseur social national. Il est également le principal déterminant de la capacité du Royaume à créer des richesses et à accélérer sa convergence vers les standards des nations avancées, et ce à travers la valorisation des connaissances et des compétences.

Dans cette optique, l'adéquation entre la formation et l'emploi constitue un véritable défi pour la consolidation du positionnement du Maroc dans la société de la connaissance parmi les pays émergents. Ceci explique la prise de conscience collective du rôle nouveau que la formation professionnelle est appelée à jouer dans le domaine du développement des compétences.

C'est dans cette perspective que l'OFPPT a établi un nouveau modèle pédagogique, avec une vision ambitieuse fondée sur l'excellence, à travers lequel il a intronisé toutes ses ressources pour la mise en place d'un nouveau système de formation axé sur la performance durable.

1.2. Présentation du secteur économique concerné

En 2023, le Maroc a reçu pas moins de 14,5 millions de touristes. Ce chiffre dépasse d'un million l'objectif fixé par le Ministère du Tourisme. Ce chiffre représente une croissance de 34% par rapport aux arrivées enregistrées en 2022.

A fin novembre 2023, les recettes touristiques ont atteint 75,25 milliards de dirhams soit une hausse de 16% par rapport à l'année précédente. En janvier 2024, le nombre de nuitées réalisées dans les structures d'hébergement nationales a augmenté de 8% par rapport à la même période une année auparavant.

Le secteur pèse presque 7% du PIB national et il est considéré comme le deuxième pourvoyeur de poste d'emplois au Maroc. Avec une présence dans différentes régions du royaume, il est ainsi considéré comme un des principaux piliers de l'économie marocaine.

Avec les échéances sportives planifiées pour 2025 et 2030, en l'occurrence la CAN 2025 et la Coupe du monde 2030, le Maroc est appelé à accueillir un nombre important de touristes pendant et après ces événements majeurs.

La feuille de route conçue par le Ministère de tutelle et la Confédération Nationale du Tourisme a lancé plusieurs chantiers qui permettront d'adapter l'offre du Maroc aux échéances susmentionnées. Ainsi la diversification de l'offre, le développement de l'animation touristique, la digitalisation, l'amélioration de la qualité des services touristiques, la promotion...aideront le Maroc à rester compétitif sur la scène touristique mondiale et d'améliorer son attractivité pour recevoir quelques 17,5 millions de touristes en 2026.

2. Finalité et objectifs du projet

2.1. Cadre

La convention de partenariat entre l'OFPPT, le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire (MTAESS), le Ministère délégué chargé du Budget, et la Confédération Nationale du Tourisme a pour but de mettre en œuvre la Feuille de Route stratégique du Tourisme pour la période 2023-2026.

Cette convention a pour objet de créer une synergie entre les besoins de développement des compétences dans le cadre de la feuille de route du secteur du tourisme et l'offre de formation de l'OFPPT. Elle établit également les engagements mutuels des parties, notamment pour :

La mise en place de programmes visant à renforcer le capital humain.

La création de mécanismes de pilotage et de développement de l'offre de formation nationale dans le secteur du tourisme.

2.2. Objectifs du projet

Le projet objet de cette assistance technique a pour finalité d'accompagner l'OFPPT dans le développement de l'offre de formation dans le secteur du Tourisme Hôtellerie Restauration, afin de disposer d'une offre actualisée et plus adaptée aux besoins des professionnels du secteur.

Objectif : la formation des formateurs et la passation de test de certification au profit des formateurs et des stagiaires du secteur Tourisme hôtellerie et Restauration dans les modules suivants : Réservation, tarification, émission des titres passages aériens et la gestion de l'après-vente.

a. Description de l'outil :

Le GDS (Global distribution system) est un réseau qui permet aux transactions d'avoir lieu entre les fournisseurs de services de l'industrie du voyage et les distributeurs. Les agences de voyages les utilisent principalement pour accéder en temps réel aux inventaires et réserver des chambres d'hôtel, des billets d'avion, des locations de voiture et d'autres produits de voyage.

La formation et certification portera sur les modules suivants :

- Réservation des billets passages aérien sur un GDS ;
- Tarification des billets passages aérien sur un GDS ;
- Emission des billets passages aérien sur un GDS ;
- Gestion de l'après-vente des billets passages aériens sur un GDS.

b. Cible de la formation et de la certification :

La formation et la passation des tests de certification sur le GDS vise les formateurs et stagiaires de l'OFPPT dont l'effectif prévisionnel est reparti comme suit :

Tranche	Effectif formateurs	Effectif stagiaires
Ferme	18	260
1 ^{re} tranche Conditionnelle	-	260
2 ^e tranche Conditionnelle	-	260

2.3. Consistance de l'assistance technique :

La consistance de l'assistance technique destinée à : la formation des formateurs, la location de licences d'accès d'un GDS et la passation des tests de certification des formateurs et stagiaires est déclinée par tranche et par phase comme suit :

1. Tranche ferme :

Phase	Désignation	Volume
1.1	Formation des formateurs	2 groupes de formateurs
	Formation de 18 formateurs sur les modules concernés : -Réservation des billets passages aérien sur un GDS ; -Tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission des billets passages aérien sur un GDS ; -Gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS.	2

EC 4

1.2	Passation des tests pour la Certification des formateurs	72 tests de certification
	Passation des tests pour la Certification de 18 formateurs sur les quatre modules concernés, à raison de quatre certificats par formateur : -Réservation des billets passages aérien sur un GDS ; -Tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission des billets passages aérien sur un GDS ; -Gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS.	72
1.3	Location du GDS	275 Accès
	Activation des licences et configuration des accès pour : 15 formateurs et 260 stagiaires de la 1 ^{re} Cohorte (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur)	275
1.4	Passation des tests pour la Certification des stagiaires de la 1^{re} Cohorte	520 tests de certification
	Passation des tests pour la certification de 260 stagiaires de la 1 ^{re} Cohorte sur les deux modules groupés suivants (à raison de deux certificats par stagiaire) : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS	520

2. Première Tranche conditionnelle :

Phase	Désignation	Volume annuel
2.1	Location du GDS	275 Accès
	Activation des licences et configuration des accès pour : 15 formateurs et 260 stagiaires de la 2 ^e Cohorte (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur)	275
2.2	Passation des tests pour la Certification des stagiaires de la 2^e Cohorte	520 tests de certification
	Passation des tests pour la certification de 260 stagiaires de la 2 ^e Cohorte sur les deux modules groupés suivants (à raison de deux certificats par stagiaire) : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS	520

3. Deuxième Tranche conditionnelle :

Phase	Désignation	Volume annuel
3.1	Location du GDS	275 Accès
	Activation des licences et configuration des accès pour : 15 formateurs et 260 stagiaires de la 3 ^e Cohorte un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur)	275
3.2	Passation des tests pour la Certification des stagiaires de la 3^e Cohorte	520 tests de certification
	Passation des tests pour la certification de 260 stagiaires de la 3 ^e Cohorte sur les deux modules groupés concernés suivants (à raison de deux certificats par stagiaire) : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS	520

Le projet est décliné en tranches et en phases et activités comme présentées ci-dessous :

1. Tranche ferme :

Phase 1.1 : Formation des formateurs

La formation des formateurs portera sur les quatre modules concernés :

- Réservation des billets passages aérien sur un GDS ;
- Tarification des billets passages aérien sur un GDS ;
- Emission des billets passages aérien sur un GDS ;
- Gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS.

Le programme de chaque module doit être détaillé à travers un syllabus de formation (objectifs pédagogiques ; compétences cibles ; durée ; population cible, démarche pédagogique, programme quotidien ...etc) selon le modèle de canevas fourni par le maître d'ouvrage.

Le soumissionnaire doit proposer un package pédagogique comprenant les mises en situations professionnelles pédagogiques et études de cas permettant : La maîtrise de l'utilisation du système pour la formation des stagiaires.

Les formations des formateurs prévues dans ce cadre se feront uniquement par les Experts désignés pour chaque métier ;

Un planning de formation des formateurs sera élaboré avec le prestataires lors de la réunion de démarrage.

-Mode et logistique de Formation :

La formation doit se dérouler en présentiel. Le prestataire doit garantir l'adaptabilité des modes de formation en fonction des besoins pour l'atteinte des objectifs de la formation, et ce, en concertation avec l'équipe du maître d'ouvrage.

-Fourniture de Supports de Cours : contenu Pédagogique (Supports de formation) : Le prestataire doit fournir des supports de formation complets, actualisés et adaptés aux thèmes de formation établis. Le contenu doit être clair, concis et orienté vers des objectifs d'apprentissage spécifiques. Le support doit être livré à l'équipe du maître d'ouvrage pour validation avant la réalisation de la formation.

-Formats Variés: Les supports de formation doivent être disponibles dans des formats variés, tels que des documents imprimés, des fichiers électroniques, pour répondre aux exigences de la formation.

Salle de Formation Équipée : Le soumissionnaire doit assurer la mise en place d'une salle de formation équipée conformément aux exigences techniques, y compris les ordinateurs, les dispositifs audiovisuels et l'accès Internet.

Restauration (Pause-Café) : Le soumissionnaire est responsable de la fourniture de repas de qualité, comprenant les pause-café, afin d'assurer le confort des participants tout au long de la journée.

Phase 1.2 : Passation des tests de certification des formateurs

Un examen de certification est administré pour chacun des quatre modules de formation cités précédemment, ce dernier intégrera en plus de tests théoriques des applications sur le GDS.

Le soumissionnaire doit prévoir des sessions de rattrapage pour les tests de certification des formateurs absents en raison d'un cas de force majeure.

Il est à noter qu'une fois certifiés, les formateurs assureront la formation des stagiaires pour les préparer au test de certification

Le démarrage de la phase 1.2 (passation des tests pour la certification des formateurs) est conditionné par l'évaluation de l'atteinte des objectifs pédagogiques du programme de formation, avec un taux de 80% requis pour la clôture de la phase 1.1 (formation des formateurs).

Phase 1.3 : Location du GDS

Il est Important de signaler que le démarrage de cette phase est tributaire de la clôture de la phase 1.2 (Passation des tests de certification des formateurs).

A -Déploiement par région

Le GDS sera implanté dans 13 établissements sélectionnés par l'OFPPT. Les bénéficiaires de ces établissements auront un accès au système pour une durée de deux mois chacun.

La délivrance des licences et la certification des stagiaires dépend de l'organisation et de l'emploi du temps de chaque établissement.

Etablissement	Effectif Cible 1^{re} Tranche
CENTRE DE FORMATION DANS LES METIERS DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME GUICH LOUDAYA TEMARA	20
CENTRE DE FORMATION DANS LES METIERS DE L'HOTELLERIE ET TOURISME AL-HANK CASABLANCA	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE LA RESTAURATION AGADIR	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME MEKNES	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME TAMUDA BAY MADIQ	20
CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN HOTELLERIE ET TOURISME MARRAKECH	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE NADOR	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME BENI MELLAL	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME ESSAOUIRA	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE LA RESTAURATION CASABLANCA	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME EL HAOUZIA	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME SAFI	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUELMIM	20

NB : Le nombre de stagiaires par établissement ainsi que le choix des établissements peuvent être ajustés par le maître d'ouvrage, en respectant l'effectif total requis dans le cadre de cet appel d'offres.

B -Assistance au déploiement de la solution :

Le soumissionnaire assurera l'assistance au déploiement de la solution et au transfert de compétences en matière d'administration de la plateforme.

Le soumissionnaire assurera tout au long de la mission les interventions pour la maintenance liée au fonctionnement du GDS dans un délai n'excédant pas 48 h à compter de la déclaration de l'incident.

Phase 1.4 : Passation des tests de certification des stagiaires

Un examen de certification sera administré dans les modules groupés suivants :

- Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ;
- Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS ;

Cet examen intégrera en plus de tests théoriques des applications sur le GDS.

2.Première Tranche conditionnelle :

Phase 2.1 : Location du GDS

A -Déploiement par région

Le GDS sera implanté dans 13 établissements sélectionnés par l'OFPPT. Les bénéficiaires de ces établissements auront un accès au système pour une durée de deux mois chacun.

La délivrance des licences et la certification des stagiaires dépend de l'organisation et de l'emploi du temps de chaque établissement.

Etablissement	Effectif cible 2^e Tranche
CENTRE DE FORMATION DANS LES METIERS DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME GUICH LOUDAYA TEMARA	20
Centre de Formation dans les Métiers de l'Hôtellerie et Tourisme Al-Hank Casablanca	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE LA RESTAURATION AGADIR	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME MEKNES	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME TAMUDA BAY MADIQ	20
CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN HOTELLERIE ET TOURISME MARRAKECH	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE NADOR	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME BENI MELLAL	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME ESSAOUIRA	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE LA RESTAURATION CASABLANCA	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME EL HAOUZIA	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME SAFI	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUELMIM	20

NB : Le nombre de stagiaires par établissement ainsi que le choix des établissements peuvent être ajustés par le maître d'ouvrage, en respectant l'effectif total requis dans le cadre de cet appel d'offres.

B -Assistance au déploiement de la solution :

Le soumissionnaire assurera l'assistance au déploiement de la solution et au transfert de compétences en matière d'administration de la plateforme.

Le soumissionnaire assurera tout au long de la mission les interventions pour la maintenance liée au fonctionnement du GSD dans un délai n'excédant pas 48 h à compter de la déclaration de l'incident.

Phase 2.2 : Passation des tests de certification des stagiaires

Un examen de certification sera administré dans les modules groupés suivants :

- Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ;
- Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS.

Cet examen intégrera en plus de tests théoriques des applications sur le GDS.

3.Deuxieme Tranche conditionnelle :

Phase 3.1 : Location du GDS

A -Déploiement par région

Le GDS sera implanté dans 13 établissements sélectionnés par l'OFPPT. Les bénéficiaires de ces établissements auront un accès au système pour une durée de deux mois chacun.

La délivrance des licences et la certification des stagiaires dépend de l'organisation et de l'emploi du temps de chaque établissement.

Etablissement	Effectif cible 3^e Tranche
CENTRE DE FORMATION DANS LES METIERS DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME GUICH LOUDAYA TEMARA	20
Centre de Formation dans les Métiers de l'Hôtellerie et Tourisme Al-Hank Casablanca	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE LA RESTAURATION AGADIR	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME MEKNES	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME TAMUDA BAY MADIQ	20
CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES EN HOTELLERIE ET TOURISME MARRAKECH	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE NADOR	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME BENI MELLAL	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME ESSAOUIRA	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE LA RESTAURATION CASABLANCA	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME EL HAOUZIA	20
INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE EN HOTELLERIE ET DE TOURISME SAFI	20
INSTITUT SPECIALISE DE L'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUELMIM	20

NB : Le nombre de stagiaires par établissement ainsi que le choix des établissements peuvent être ajustés par le maître d'ouvrage, en respectant l'effectif total requis dans le cadre de cet appel d'offres.

Handwritten signature and initials.

B -Assistance au déploiement de la solution :

Le soumissionnaire assurera l'assistance au déploiement de la solution et au transfert de compétences en matière d'administration de la plateforme.

Le soumissionnaire assurera tout au long de la mission les interventions pour la maintenance liée au fonctionnement du GSD dans un délai n'excédant pas 48 h à compter de la déclaration de l'incident.

Phase 3.2 : Passation des tests de certification des stagiaires

Un examen de certification sera administré dans les modules groupés suivants :

- Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ;
- Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS.

Cet examen intégrera en plus de tests théoriques des applications sur le GDS

2.4. Résultats attendus de l'assistance technique :

1. Tranche ferme :

Phases	Activités	Résultats attendus
1.1 Formation des formateurs	Formation des formateurs sur les 4 modules	Syllabus de formation pour chaque module Un planning prévisionnel de formation des formateurs Listes de présence de chaque session émargée par les participants, l'animateur, et cachetées par le prestataire.
1.2. Passation des tests pour la certification des formateurs	Passation des tests de certification des formateurs sur les 4 modules: Réservation, Tarification, Emission, et Gestion de l'après-vente des billets passages aériens	Liste des participants ayant passé le test de certification & les certificats des participants ayant réussi leur test de certification dûment cachetées.
1.3. Location du GDS	Accès, activation des licences et test de fonctionnement	Activation des licences aux établissements et test de fonctionnement -Configuration des accès pour : 15 formateurs, 260 stagiaires (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur, selon la planification de déploiement pour les 13 établissements objets de cette AO)
1.4. Passation des tests pour la certification des stagiaires	Passation des tests de certification des stagiaires à l'issue du cycle de formation, 260 stagiaires sur les 2 modules groupés suivants: -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS ;	Liste des participants ayant passé le test de certification & les certificats des participants ayant réussi leur test de certification dûment cachetées.

2. Première Tranche conditionnelle :

Phases	Activités par tranche	Résultats attendus
2.1. Location du GDS	Accès, activation des licences et test de fonctionnement	Activation des licences aux établissements et test de fonctionnement -Configuration des accès pour : 15 formateurs, 260 stagiaires sur 2 mois (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur, selon la planification de déploiement pour les 13 établissements objets de cette AO)
2.2. Passation des tests pour la certification des stagiaires	Passation des tests de certification des stagiaires à l'issu du cycle de formation, 260 stagiaires sur 2 modules groupés suivants : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS ;	Liste des participants ayant passé le test de certification & les certificats des participants ayant réussi leur test de certification dûment cachetées.

3. Deuxième Tranche conditionnelle :

Phases	Activités par tranche	Résultats attendus
3.1. Location du GDS	Accès, activation des licences et test de fonctionnement	Activation des licences aux établissements et test de fonctionnement -Configuration des accès pour : 15 formateurs, 260 stagiaires sur 2 mois (un accès de deux mois d'exploitation minimum pour chaque utilisateur selon la planification de déploiement pour les 13 établissements objets de cette AO)
3.2. Passation des tests pour la certification des stagiaires	Passation des tests de certification des stagiaires à l'issu du cycle de formation, 260 stagiaires sur les 2 modules groupés suivants : -Réservation et tarification des billets passages aérien sur un GDS ; -Emission et gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS ;	Liste des participants ayant passé le test de certification & les certificats des participants ayant réussi leur test de certification dûment cachetées.

2.5. Cadre de l'intervention

L'intervention, objet de ce projet, est domiciliée au sein de la Direction de la Recherche et de l'Ingénierie de la Formation (DRIF), à Casablanca. Le prestataire est éventuellement amené à intervenir au niveau des EFP concernés.

2.6. Comité de pilotage

Il sera institué un Comité de pilotage du projet présidé par le Directeur de la recherche et de l'ingénierie de la formation qui en fixera la composition (DRIF) dont la mission est de veiller sur le pilotage de la mise en œuvre du projet. Ce Comité, se réunira chaque fois que nécessaire.

2.7. Comités de suivi de réception et de validation

Ces comités qui seront constitués par décisions du DRIF, assureront le suivi, l'examen de l'exécution des différentes phases qui lui ont été affectées. A cet effet, ils seront chargés de :

- Examiner et émettre leurs avis et observations sur les livrables élaborés par le prestataire
- Etablir les PV de réceptions partielles de chaque phase.

ANNEXES

Annexe 1 : Bordereau des prix / détail estimatif

Annexe 2 : Modèle de Curriculum Vitae

Annexe 3 : Tableau de répartition des experts techniques par domaine

ANNEXE 1 :
Bordereau des prix / Détail estimatif :

Prix n°	Désignation des prestations	Nbr de formateurs	Nbr de modules	Nbr de stagiaire	Unité	Quantité (4)	Prix unitaire en Hors TVA (5) En chiffre	Prix Total en Hors TVA en chiffres (6) = (4) x (5)
1	Tranche ferme							
1.1	Formation des formateurs	18	4	-	Groupe de formateurs	2		
1.2	Passation des tests pour la Certification des formateurs	18	4	-	tests de certification	72		
1.3	Location du GDS	15	4	260	Accès	275		
1.4	Passation des tests pour la Certification des stagiaires	-	2	260	tests de certification	520		
2	1^{re} Tranche conditionnelle							
2.1	Location du GDS	15	4	260	Accès	275		
2.2	Passation des tests pour la Certification des stagiaires	-	2	260	tests de certification	520		
3	2^e Tranche conditionnelle							
3.1	Location du GDS	15	4	260	Accès	275		
3.2	Passation des tests pour la Certification des stagiaires	-	2	260	tests de certification	520		
Total en Hors TVA								
Total TVA (Taux 20 %)								
Montant Total (compris TVA)								

Fait à.....le

Signature et cachet du (concurrent)

4/12

ANNEXE 2 : MODELE DE CURRICULUM VITAE

Rôle proposé dans le projet :

Nom de famille :

Prénom (s) :

Date de naissance :

Nationalité :

Etat civil :

Diplômes :

Institution	Date de début- Date de fin	Titre (s) ou Diplôme (s) :	obtenu (s)

Connaissances linguistiques : Indiquer les connaissances sur une échelle de 1 à 5.

(1-niveau excellent ; 5-niveau rudimentaire)

Langue :	Lu :	Parlé :	Ecrit:

Appartenance à un organisme professionnel :

Autres compétences : (par exemple, connaissances informatiques, etc.)

Situation présente :

Année d'ancienneté auprès de l'employeur :

Qualifications principales : (pertinentes pour le projet)

Expérience spécifique dans la région :

Pays	Date de début- Date de fin	Contenu

Expérience professionnelle

De (date à date)	Lieu	Entreprise	Fonction

Autres informations utiles (par exemple, publications)

ANNEXE 3 : Tableau de répartition des experts par domaine

Domaines	Expert 1	Expert 2
Réservation des billets passages aérien sur un GDS		
Tarification des billets passages aérien sur un GDS		
Emission des billets passages aérien sur un GDS		
Gestion de l'après-vente des billets passages aérien sur un GDS		